

Qui pour défendre le pouvoir d'achat?

CAMPAGNE Loyers, primes maladie, impôts: à deux ans des élections fédérales, les partis mobilisent leurs forces et varient les propositions pour séduire les électeurs de la classe moyenne, envahis par un sentiment de déclassement

FANNY SCUDERI, BERNE

Les partis politiques ont flairé le bon filon. S'adresser à la classe moyenne, c'est intéresser une grande partie de l'électorat. De fait, près de 60% de la population s'inscrit dans cette catégorie, selon les données de 2022 de l'Office fédéral de la statistique. Le sentiment d'appartenance à cette classe est fort, comme l'a démontré un sondage de MIS Trend effectué pour *Le Temps* dans lequel 77% des répondants disent s'y identifier.

Alors défendre le pouvoir d'achat paie. C'est le pari des partis politiques à l'approche des élections fédérales de 2027. Face à la hausse implacable des primes maladie ou des loyers, leurs solutions, imprégnées d'idéologie, divergent. *Le Temps* a interrogé les secrétaires des principales formations représentées à Berne, ces postes de pilotage où les idées floues mûrissent en initiatives et programmes de campagne.

Premier parti de Suisse, l'UDC et son initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» accaparent le parlement. Le parti nationaliste l'agite comme un outil pour renforcer le pouvoir d'achat de «la population suisse, car l'immigration massive entraîne une explosion des loyers, des coûts de la santé et des coûts sociaux», écrit Andrea Sommer, sa porte-parole. Une proposition qui fait écho chez une majorité des sondés: 56% d'entre eux estiment qu'il faut limiter la population suisse à 10 millions pour éviter que les conditions de vie ne se dégradent.

Les partis portent la «classe moyenne» en étendard, une définition qui connaît autant de déclinaisons qu'il y a d'élus sous la Coupole. «La définition était à l'origine politique, élaborée durant l'entre-deux-guerres par des milieux conservateurs soucieux de contrer l'antagonisme entre «classe travailleuse» et «capitalistes», raconte Matthieu Leimgruber, professeur d'histoire à l'Université de Zurich. Depuis des décennies, l'utilisation à toutes les sauces de ce concept flou contribue à brouiller la compréhension des dynamiques sociales». Pour Céline Amaudruz, vice-présidente de l'UDC, il s'agit de



La baisse du pouvoir d'achat inquiète, comme ici, lors d'une récente grève de la fonction publique vaudoise. (LAUSANNE, 31 JANVIER 2023/LAURENT GILLIERON/KEYSTONE)

personnes «trop riches pour bénéficier d'un soutien étatique et trop pauvres pour vivre confortablement.» Mais que signifie vivre «confortablement»? «C'est vivre comme nous pouvions le faire à l'époque», décrit-elle, faisant écho au sentiment de «déclassement» généré par la perte du pouvoir d'achat et la hausse des charges incompressibles, comme l'assurance santé.

Les primes maladie justement. Pour la majorité des sondés, elles figurent en tête des charges dont l'évolution inquiète le plus. Ne leur dites pas deux fois: les socialistes viennent de lancer une initiative pour les adapter au revenu. Elle a suscité une levée de boucliers du PLR, qui accuse le PS de vouloir «faire payer les primes à la classe moyenne, celle qui se lève le matin

pour gagner sa vie». Une classe moyenne à la fois bénéficiaire ou victime de la mesure, selon qui la définit.

Redistribution des ressources ou baisse d'impôt?

Si la forme fait débat, le fond pourrait convaincre une majorité des votants. «Si le politique ne se saisit pas de ce dossier avec un résultat à la fin du mois pour les citoyennes et les citoyens, cette initiative finira par passer. La population votera oui à de mauvaises solutions car elle n'a rien d'autre», craint Céline Amaudruz. Pour faire baisser les coûts de la santé, l'UDC veut limiter l'accès des étrangers aux soins car le parti estime que «ceux qui accèdent aux prestations sans avoir contribué préalablement en payant des primes suscitent la frustration chez

les Suisses qui ne peuvent pas accéder aux soins», selon Céline Amaudruz. Parti anti-taxe, l'UDC priorise la baisse des impôts pour «rendre l'argent à la classe moyenne».

A l'extrême inverse, le Parti socialiste table sur un «rééquilibrage des ressources» en faveur de «la classe moyenne», explique Samuel Bendaïan, vice-président du PS. Il la définit ainsi: «Il y a ceux qui ont l'insouciance de vivre dans le luxe. Et il y a tous les autres. Ces derniers voient leur situation empirer alors que les indicateurs économiques s'améliorent.» Pour le PS, «le pouvoir d'achat est une question de liberté et de démocratie», souligne-t-il. Il fustige «la majorité du parlement, qui se bat seulement pour le pouvoir d'achat des plus riches. Le PS s'engage depuis toujours pour contrer cette tendance.»

Pourtant, les sondages électoraux gratifient l'UDC de plus de 30% d'intentions de vote, une première dans son histoire, pour les élections 2027. On ne peut dès lors pas affirmer que la classe moyenne s'identifie entièrement au PS. «La gauche est bien seule à la défendre. Même si nous avons beaucoup de succès en votation populaire, nous devons encore traduire cela dans les élections», commente-t-il. La dernière victoire majeure étant celle de l'obtention d'une 13e rente AVS.

Les socialistes pourront compter sur le soutien des Vert-e-s pour qui la priorité est de réduire les «dépenses essentielles», comme la garde des enfants. Et de l'autre côté, augmenter les revenus à l'aide de salaires minimums et «d'une meilleure protection pour les personnes en situation précaire». De son côté,

le PLR entend «protéger le porte-monnaie de la classe moyenne face aux impôts et aux taxes voulus par la gauche et le centre», souligne Christopher Ulmer, chef de la communication du parti pour la Suisse latine. Avec en bandoulière l'initiative sur l'imposition individuelle qui «profitera à environ 50% des contribuables». Sur ce point, Le Centre lui fait concurrence: le parti a lancé deux initiatives pour des «rentes équi-

«Ces préoccupations augmentent dans la population et représentent une bombe à retardement»

LINE RENNWALD, POLITOLOGUE

tables» et des «impôts équitables». Il entend défendre «la classe moyenne, qui représente le socle même de la société» grâce à son positionnement au parlement, qui lui permet de créer des majorités, précise Marika Romanens, porte-parole.

«La question du pouvoir d'achat et des primes maladie a déjà surgi durant la campagne électorale de 2023», rappelle Line Rennwald, politologue au Centre de compétences suisse en sciences sociales. «Ces préoccupations augmentent dans la population et représentent une bombe à retardement. Les partis sont obligés de s'en emparer», observe-t-elle. Si la question des salaires «a toujours été centrale au sein du PS», elle estime que les partis de droite répondent aujourd'hui «à une urgence et cherchent à montrer des solutions concrètes». Quant au Centre, celui-ci a «toujours essayé de parler à toutes les classes sociales et à chercher un compromis entre la classe ouvrière et la bourgeoisie». Dans la marmite des solutions du pouvoir d'achat, reste à voir quel menu la population choisira. ■

Les classes moyennes catalysent le changement, pour le meilleur et pour le pire

HISTOIRE D'Aristote à Emmanuel Todd, les avertissements sur l'importance de la classe moyenne en tant que facteur d'équilibre social abondent. Lorsqu'elle se sent menacée de paupérisation, il vaut mieux en tenir compte

MARC GUÉNIAT

La fluidité sémantique dit déjà son hétérogénéité. «Petite bourgeoisie» selon Marx, «couches sociales nouvelles» pour Gambetta, ou «classes moyennes», *middle class*, *Mittelstand*: chacune de ces notions renvoie, au singulier ou au pluriel, à une acception distincte pour tenter de la saisir. Historiens et sociologues rechignent à se référer à cette classe moyenne, qui suscite autant de convoitises politiques qu'elle n'existe pas en tant que corps social homogène dans ses aspirations et ses conditions matérielles. Sa définition statistique prouve qu'elle englobe des réalités variables – entre 4126 et 8842 francs de revenu brut par mois en Suisse en 2022. Son périmètre s'étend bien au-delà si l'on se fie à la perception que les individus se font de leur situation.

Si son apparition sur la scène politique est récente, environ un siècle, l'identification de son importance est ancienne. Aristote l'évoque déjà dans *Politique*: «C'est là où la classe moyenne est nombreuse qu'il y a le moins de factions et de dissensions parmi les citoyens», énonce-t-il en insistant sur la

répartition des richesses, problème fondamental dans l'équilibre d'une société. Ignorer ses intérêts mène à la tyrannie.

C'est sous ce prisme que nombre de penseurs contemporains analysent la tentation autoritaire qui gagne les démocraties libérales, avec un populisme de droite qui alimente si bien la peur du déclassement. Entre perte de souveraineté et libre-échange, cette «fureur de la classe moyenne», menacée de «dépossession», a été conceptualisée par Emmanuel Todd en 2005, à la suite du non des Français au traité constitutionnel européen.

Un «homme moyen» vulnérable

Souvent jugée passive, la classe moyenne a pourtant joué un rôle clé lors de grands basculements. En France, le tiers état, composé de petits et grands bourgeois («ceux qui travaillent»), scelle le sort de la monarchie absolue en imposant l'égalité des droits. Rebelote en 1848, avec le printemps des peuples qui annonce la fin de l'Ancien Régime dans plusieurs pays européens. A Genève, ce mouvement débute deux ans plus tôt, avec la révolution fazyste, incarnée par des artisans étatistes luttant contre le monopole du pouvoir détenu par les patriciens. Ces mêmes radicaux unissent la petite et la grande bourgeoisie pour fonder la Suisse moderne, avant de se désintéresser des «petits», donnant au XXe siècle naissance au parti des paysans, artisans et bourgeois, l'ancêtre de l'UDC.

Pourtant, Karl Marx prédit la disparition de cette petite bourgeoisie (artisans, boutiquiers, petits agriculteurs), dissoute dans un capitalisme ne laissant pas de place à ce groupe peu organisé car dépourvu de «conscience» et dont l'activité économique sera inéluctablement absorbée par la voracité des détenteurs des moyens de production. Pour l'heure, on peut dire que le philosophe allemand a eu tort, puisque cette population ni riche ni pauvre a crû au fil des décennies.

Mais il a bien cerné son isolement politique. Car pour peser, l'«homme moyen» a dû s'appuyer tantôt sur les classes populaires, tantôt sur les classes possédantes. Avec son diplôme, sa petite propriété et sa maigre épargne, il n'a pas que ses bras à vendre mais n'est pas non plus maître de son destin; il est conscient de sa vulnérabilité, relève l'historien Serge Bernstein dans un article daté de 1993. Sa fonction: être un «rempart» à la fois contre le capitalisme sauvage et la menace communiste, un «tampon» contre la critique des inégalités, ou un «mythe bourgeois» pour affaiblir le mouvement ouvrier. Dure position qu'occupe la partie «saine et laborieuse de la nation».

En France, cette classe moyenne émerge politiquement autour de l'introduction de l'impôt sur le revenu, discuté avant la Première Guerre mondiale, introduit après. «Une époque où la tension entre capital et travail est, comme aujourd'hui, impor-

tante», note Matthieu Leimgruber, professeur d'histoire à l'Université de Zurich. C'est ainsi qu'est créée, en 1908, l'Association de défense des classes moyennes, une sorte de «syndicalisme bourgeois», selon l'expression de Thierry Pech, directeur du groupe de réflexion Terra Nova.

La «panique» puis le «basculement»

Les périodes de crise sont très «favorables à l'inflation des discours [...] et à l'urgence politique de la défense de leurs intérêts», signale pour sa part Cristina Ferreira, auteure d'un dossier sur la question pour l'Université de Genève. Lors des passions politiques qui animent l'entre-deux-guerres, la «panique» gagne les classes moyennes, durement frappées par l'inflation comme en Allemagne. Redoutant de «retomber» au niveau des couches démunies, elles se découvrent alors «une volonté une», comme l'a dit Raymond Aron, et se détournent des classes populaires.

C'est flagrant dans les années 1930, comme l'explique l'historien Christophe Charle, professeur d'histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, évoquant notamment l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie ou l'Espagne franquiste. Les classes moyennes basculent «du côté des forces conservatrices, réactionnaires ou fascistes qui ont liquidé ce qui restait de démocratie et de liberté», souvent «parce qu'une partie

des classes populaires [étaient] influencées par des partis de type marxiste ou populiste». Le cas français décrit une situation mouvante, avec d'abord un soutien des classes moyennes au Front populaire de Léon Blum, qui veut relancer l'économie à l'aide de l'Etat, comme Roosevelt aux Etats-Unis, puis un ralliement à la droite dure.

L'après-guerre consacre la gloire des classes moyennes, avec un optimisme et une croissance paraissant illimités. La «petite bourgeoisie» déclinante se révolte, certes, avec un mouvement comme le poujadisme dans les années 1950, mais le fait est que les cols blancs, employés ou fonctionnaires, supplantent ces indépendants qui finissent par représenter une part résiduelle de la population active. La «démocratie des petits propriétaires» devient une «démocratie des salariés», qui récoltent les fruits des luttes ouvrières, protégés par l'Etat et offrant à leurs enfants un accès aux études supérieures.

C'est cet ordre des Trente Glorieuses, triomphe momentané de l'Occident, qui chavire aujourd'hui. D'une société en «montgolfière» naît l'hypothèse d'un modèle du sablier, développée par Alain Lipietz pour imager les inégalités croissantes, avec, au bout du compte, une possible disparition des classes moyennes. Ce qui n'est pas sans danger, conclut Thierry Pech: «Même si l'on ne sait pas toujours très bien de qui l'on parle, on sait que l'on en a besoin pour stabiliser la démocratie.» ■